

Stratégies et moyens d'action

Les mouvements citoyens en lutte contre le TTIP et le CETA

Julien Tondeur, CARHOP asbl

Mots Clés: TTIP – CETA – Stratégies

Depuis le 27 octobre 2016 et la signature de l'accord intra-belge sur le CETA, la thématique des traités de libre-échange est moins présente sur le devant de la scène médiatique. Le traité ayant été signé entre l'Union Européenne (UE) et le Canada, il doit maintenant être ratifié par l'ensemble des pays membres de l'UE. Si l'attention médiatique était focalisée sur cette signature, c'est en grande partie grâce à l'impressionnante mobilisation citoyenne qui a accompagné les négociations du CETA, et par ricochet du TTIP. À partir des regards croisés de Myriam Djegham et de Michel Cermak¹, chevilles ouvrières de la contestation, nous analyserons les diverses stratégies et moyens d'action utilisés par le mouvement citoyen dans sa lutte contre les traités de libre-échange.

Introduction

Raconter l'histoire et explorer les stratégies et moyens d'action d'une mobilisation citoyenne permet de rencontrer un des objectifs principaux du CARHOP, qui est de donner l'opportunité aux militant.e.s de se réapproprier leur histoire. Relater les événements à travers leurs yeux et leurs mots fait vivre le récit, place le lecteur au cœur de l'action. L'approche par témoignages rend l'analyse accessible au plus grand nombre, et permet d'aborder une série de questions spécifiques à l'action militante. L'analyse révèle les obstacles rencontrés, les manières de les contourner, les victoires et les échecs, mais aussi les espoirs et les frustrations des témoins, les perspectives qu'ils et elles voient pour leurs militances de terrain.

Décortiquer les stratégies et les moyens d'action de la mobilisation citoyenne contre ces traités commerciaux semble enrichissant pour plusieurs raisons. Malgré nos recherches, nous n'avons pu trouver de travail historique retraçant les grandes lignes d'une mobilisation citoyenne contre un traité de libre-échange dit de « nouvelle génération ». ² Plus complets que leurs prédécesseurs, ces traités qui font leur apparition en 2011 se distinguent par le fait qu'ils ne se « contentent plus » de diminuer les droits de douanes, ils tentent de supprimer toutes les barrières existantes au commerce. Ils concernent les services, les marchés publics, la protection de la propriété intellectuelle, etc. Ils impactent ainsi l'existence de nombreuses catégories de la population. ³

Histoire et enjeux de la mobilisation, quelques notions clés

Le « Transatlantic Trade and Investment Partnership » (TTIP), ou en français « Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement », est un accord commercial en cours de négociations entre l'Union Européenne (UE) et les États-Unis (USA) prévoyant la création d'une zone de libre-échange transatlantique. Si le projet se concrétise, il instituera la zone de libre-échange la plus importante de l'Histoire, couvrant 45,5% du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial. ⁴ Le « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA), « Accord Économique et Commercial Global » est considéré comme le « petit frère » du TTIP, de par ses similitudes avec ce dernier. Il prévoit une zone de libre-échange entre l'UE et le Canada. Après de nombreux rebondissements et le blocage momentané du parlement de la Région Wallonne, le CETA est officiellement signé par l'UE et le Canada le 30 octobre 2016.

1. Voir à ce sujet: TONDEUR, J., « TTIP et CETA, aux sources d'une mobilisation citoyenne », CARHOP, décembre 2016.

2. Pour en savoir plus: <http://www.toutleurope.eu/actualite/ceta-ttip-tpp-qu-est-ce-qu-un-accord-de-libre-echange-nouvelle-generation.html>, site consulté le 20 Novembre 2016.

3. LÖWENTHAL, P., « Petits arrangements internationaux entre amis... au profit de qui ? », Justice et Paix, 29 avril 2016.

4. Chiffres disponibles sur le site de la Banque mondiale, <http://www.banquemondiale.org/>, consulté le 16 novembre 2016.

Il doit maintenant être ratifié par l'ensemble des Parlements nationaux et régionaux des pays de l'Union.⁵Ces deux traités peuvent avoir des conséquences économiques et politiques importantes. Leurs partisans, la Commission Européenne et les gouvernements américain et canadien notamment, affirment que les traités conduiront à une croissance économique pour les deux parties. Les syndicats, de nombreuses Organisations Non Gouvernementales (ONG), le secteur associatif, des universitaires et différents mouvements sociaux soutiennent qu'ils supprimeront de nombreux emplois, augmenteront de manière significative le pouvoir des entreprises face aux États et compliqueront fortement la régulation des marchés.⁶

Le TTIP à la lumière des projecteurs médiatiques

Le 15 mai 2014, date clef pour le mouvement d'opposition citoyenne aux TTIP et CETA, 250 personnes sont encerclées et arrêtées par la police de Bruxelles lors d'une manifestation pacifique durant un « sommet européen du business », et ce devant les caméras de nombreux journalistes. Au sol, les mains attachées dans le dos, les militant.e.s expliquent aux reporters les raisons de leur lutte contre le TTIP et le CETA, ainsi que le danger que représente le secret qui entoure leurs négociations. Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer en quoi cet événement constitue un tournant important pour le mouvement citoyen d'opposition aux traités de libre-échange.⁷ Cette manifestation avait été organisée suite à un appel de l'alliance « D19-20 ». Cette plateforme est fondée à l'origine pour réaliser le blocage d'un sommet européen les 19 et 20 décembre 2013, d'où elle tire son nom original : « D » représentant décembre et les chiffres 19 et 20 les dates du sommet. On retrouve dans D19-20 des agriculteurs et agricultrices, des syndicalistes, des militant.e.s d'associations féministes, environnementalistes, de défense des droits humains et sociaux, des ONG, des organisations de jeunesse, mais aussi de simples citoyen.ne.s. Initialement rassemblée sur une interpellation des producteurs de lait quant à leur combat contre le TTIP, D19-20 se définit comme une alliance non partisane qui lutte contre les politiques d'austérités en Belgique et en Europe et contre les traités de libre-échange.⁸ D19-20 fonctionne avec une assemblée qui réunit tous les membres qui souhaitent y participer. Les décisions se prennent sur des propositions préparées par le comité de coordination, lui-même composé de représentant.e.s d'organisations membres. Ses modes d'actions relèvent de la désobéissance civile non violente. Myriam Djegham, secrétaire fédérale du Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) de Bruxelles, une des deux personnes interviewée dans le cadre de cette analyse, fait partie de ce comité de coordination.

D19-20: une tentative d'élargissement belge et européen

Suite à la manifestation du 15 mai 2014, la problématique des traités de libre-échange et le TTIP sont sur le devant de la scène médiatique. Pour D19-20, cela constitue déjà une victoire. Il n'empêche que la plateforme doit faire face à certaines difficultés. En décembre 2014, lors d'une nouvelle tentative d'un blocage de sommet européen, D19-20 perçoit pour la première fois les limites de ses capacités de mobilisation. Le nombre de militant.e.s de l'Alliance plafonne à environ 2.000. Un an après la première action, la dynamique peine à trouver un second souffle. Pour enrayer ce phénomène, Myriam Djegham et la coordination de D19-20 cherchent « à s'inscrire dans l'agenda européen et international de mobilisation contre les traités de libre échange ».⁹

La décision est prise d'organiser la prochaine action avec « Alter Summit », un réseau de mouvements sociaux à l'échelle européenne¹⁰. C'est via la Centrale Nationale des Employés (CNE)¹¹, membre de la coordination de la plateforme et fort active à l'intérieur de « l'Alter Summit » que ce contact est rendu possible. Ensemble ils organisent le blocage du sommet européen d'octobre 2015, avec le slogan « Oxi, Basta, Enough ». Des marcheurs viennent notamment d'Espagne pour participer à la manifestation. Ce n'est pas la première fois que de

5. STROOBANTS, JP, « L'avenir incertain du CETA après la signature du traité », *Le Monde*, 30 octobre 2016, http://www.lemonde.fr/economie-mondiale/article/2016/10/30/le-ceta-traite-de-libre-echange-entre-l-union-europeenne-et-le-canada-a-ete-signe-a-bruxelles_5022713_1656941.html, consulté le 10 décembre 2016.

6. Pour une description des principales critiques à l'encontre des TTIP et CETA, consulter le site de la plateforme <http://www.stopttip.be/fr/>.

7. Voir à ce sujet : TONDEUR, J., « TTIP et CETA, aux sources d'une mobilisation citoyenne », CARHOP, décembre 2016.

8. Manifeste de D19-20, <http://www.d19-20.be/manifest/?lang=fr>, site consulté le 13 novembre 2016.

9. Interview de Myriam Djegham réalisée le 25 octobre 2016 par Julien Tondeur.

10. Pour plus d'informations, voir <http://www.altersummit.eu/?lang=fr>, site consulté le 25 novembre 2016.

11. La Centrale Nationale des Employés, centrale qui dépend de la Confédération des Syndicats Chrétiens. Avec ses 170 000 affiliés, elle constitue la plus importante centrale syndicale en Belgique francophone.

délégations étrangères sont présentes aux manifestations de D19-20, des français et des allemands avaient déjà fait le déplacement précédemment, mais c'est une nouveauté que l'accent soit spécifiquement mis sur la convergence des luttes avec des mouvements sociaux européens.

Si la réussite est au rendez-vous –plus ou moins 4000 personnes sont présentes–, la dynamique ne prend pas sur le long terme en Belgique. Pour Myriam Djegham, la mobilisation manque d'ampleur face aux enjeux. Pour remédier à cela, la plateforme cherche à obtenir le ralliement d'autres mouvements comme « Acteurs des Temps Présents », « Tout Autre Chose », « Hart Boven Hard », No-Transat¹², le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté¹³. Ces mouvements les rejoignent progressivement, et au final, la plateforme compte environ 3 000 à 4 000 personnes mobilisées.



Logo de l'action européenne « Oxi! Basta! Enough! » organisée en partenariat avec D19-20.

Le rôle de Bruno Poncelet et de la plateforme «No-Transat»

No-Transat est une plateforme qui rassemble des citoyen.ene.s ainsi que des associations, organisations syndicales et collectifs. Elle a été créée en 2011 par le centre de formation de la FGTB wallonne, le CEPAG, via l'entremise de Bruno Poncelet qui y travaille comme formateur. En tant que formateur du CEPAG à l'intérieur de la FGTB et ensuite via No-Transat, Bruno Poncelet réalise un travail considérable de formation et d'information à l'adresse de différents publics afin de les sensibiliser sur la question. Ces analyses bénéficieront ensuite à d'autres acteurs tels que D-19-20 ou le CNCD-11.11.11 notamment.¹⁴ Le rôle primordial joué par Bruno Poncelet et la plateforme No-transat quant à la fourniture d'une analyse de qualité sur les traités commerciaux est souligné à la fois par Myriam Djegham et Michel Cermak.

«L'alliance du 4 mai» malgré les différences d'opinions

Engagé en 2011 au Centre National de Coopération au Développement (CNCD)-11.11.11 comme « Chargé de recherches et de plaider sur le Travail décent et les accords de commerce », Michel Cermak travaille activement sur le TTIP et le CETA. Il tente lui aussi de construire une alliance élargie afin de rendre la lutte plus efficace. Présent à titre personnel aux assemblées et événements de D19-20, il comprend progressivement que les modes d'actions déployés par l'Alliance –la désobéissance civile non violente– gênent parfois certains mouvements ou organisations qui seraient tentés de se joindre à la lutte contre le TTIP. Il entreprend alors au début de l'année 2014 des démarches auprès des directions syndicales, persuadé qu'il existe un formidable potentiel de mobilisation contre le TTIP et le CETA. À cette époque, selon Michel Cermak, la réponse n'est pas positive: « Écoutez, vous aurez une mobilisation, mais d'abord on va essayer d'approfondir la recherche ». Il comprend que les syndicats manquent de temps à investir sur la question. Le chargé de projet « travail décent » du CNCD-11.11.11 décide alors d'organiser un séminaire pour présenter à toute une palette d'acteurs sociaux, dont les syndicats, les risques liés au TTIP. Son idée est de profiter de cette occasion pour réaliser une alliance entre D19-20, les grandes ONG et les syndicats. Ces deux derniers n'y semblent cependant pas vraiment favorables. Michel Cermak résume la teneur de leur discours: « on a les coupes nationales des ONG Nord-Sud telle que CNCD-11.11.11 et on a le Front commun syndical national. On ne voit pas très bien pourquoi (...) on irait chercher un bazar dans lequel il y a D19-20, la CNE, la CGSP Bruxelles, une espèce de patchwork. (...) On va plutôt faire un truc avec une structure nationale et pourquoi ne pas chercher les mutuelles au niveau national, les organisations de défense de l'environnement, et l'organisation de défense des consommateurs ? ».

Dans un premier temps, la proposition de Michel Cermak ne voit donc pas le jour. Cette nouvelle plateforme, date du premier séminaire en mai 2014, se constitue sans D19-20. L'absence de D19-20 ne signifie pas pour autant que toutes et tous y partagent la même opinion, bien au contraire. C'est notamment la raison qui explique ce nom étrange, «l'Alliance du 4 mai», celles et ceux qui la composent ne réussissant pas à choisir une dénomination qui soit porteuse d'un message qui convienne à toutes et tous. La définition d'objectifs communs est encore plus compliquée à réaliser. Selon Michel Cermak: « on est tellement en train de jouer sur les mots...

12. Sur No-Transat, voir encadré ci-dessous et consulter: <http://www.no-transat.be/>

13. Pour en savoir plus: <http://www.acteursdestempsprésents.be/>; <https://www.toutautrechose.be/>; <http://www.hartbovenhard.be/>; <http://www.rwlp.be/>.

14. Pour plus d'informations, consulter <http://www.no-transat.be/>, site consulté le 15 novembre 2016.

Qui sommes-nous? Que représente-t-on? Et surtout, que veut-on? À ce moment-là, il n'est pas question de s'appeler «STOP-TTIP/CETA»¹⁵ parce que le mot d'ordre qui nous rassemblait était plus nuancé que ça». Selon Myriam Djegham, «certains des opposant.e.s partent du principe que le libre-échange n'est pas mauvais «en soi», mais que c'est la vitesse de croisière qu'il essaie d'atteindre qui pose problème. (...) On n'identifie donc pas tous au même endroit la racine, le nœud du problème. Certains seraient déjà satisfaits si on retire la clause d'arbitrage¹⁶, nous au niveau de D19, on considère que dans les traités aujourd'hui, (...) il n'y a rien de bon». Pour Michel Cermak également, «clairement, on peut dire qu'il y a des éléments de positionnement plus radicaux que d'autres. Radicaux dans le sens étymologique du terme, à la racine». En dépit de ces différences de point de vue, l'Alliance du 4 mai lance une nouvelle dynamique. Peu après, les Ligues des Droits de l'Homme francophone et néerlandophone, rejoignent cette nouvelle plateforme.

Changements de stratégies

En octobre 2015, Michel Cermak est présent avec la coordination de D19-20 au débriefing de l'action «Oxi, Basta, Enough». Il est invité par la coordination à donner son regard externe sur la mobilisation. Il présente son avis de la manière suivante: «Écoutez, faites gaffe, l'étiquette D19-20, elle fait super peur! Avec vos modes d'action...». Michel Cermak connaît les différents points de vue sur le libre-échange qui traversent l'opposition aux TTIP et au CETA, mais il est persuadé qu'une grande alliance est possible. Il identifie deux changements de stratégies qu'il propose à D19-20. Le premier concerne le message: «je ne suis pas en train de vous dire qu'on va signer un truc qui dit «le TTIP c'est formidable»! (...) Je suis juste en train de dire qu'il y a moyen d'être créatifs au niveau des mots». Sa deuxième proposition est d'axer la lutte principalement sur le CETA. Tant que se poursuivent les négociations, le TTIP reste en effet une idée abstraite, la consultation et la diffusion de ses versions intermédiaires étant limitées par d'importantes règles de confidentialités.¹⁷ Par contre, poursuit Michel Cermak, «on a déjà une position claire des syndicats belges et de la Confédération Européenne des syndicats sur le CETA», position qui peut se résumer à peu près par ces mots: «On a toujours dit que les accords devaient respecter certaines lignes rouges. Le CETA, on a le texte final et les lignes rouges n'étant pas respectées, on est contre». Pour Michel Cermak, il est alors clair que le potentiel mobilisateur est beaucoup plus important avec le CETA que le TTIP.

Deux mois plus tard, en décembre 2015, la coordination de D19-20 effectue une «mise au vert». Elle prend le temps de réaliser le constat de ses forces et faiblesses. À cette occasion, la difficulté de faire grandir d'avantage le mouvement est clairement identifié comme le problème principal. D19-20 est conscient que sa forme –des assemblées libres avec prises de décision par consensus– ainsi que ses modes d'actions peuvent effrayer pour différentes raisons. Myriam Djegham nous raconte que très vite émerge l'idée que «si D19-20 peut être un frein, essayons de voir comment nous pouvons contribuer à une convergence qui ne soit pas liée à D19-20, mais qui permette de faire interagir toutes les organisations et mouvements sociaux». Le but identifié n'est pas de décider d'un programme ou d'un projet politique commun, mais plutôt de se rassembler dans la perspective d'une action commune. C'est un retour aux sources pour D19-20, plateforme elle-même apparue avec un objectif similaire quelques années auparavant. Pour Myriam, c'est cette prise de conscience qui est à la base de la naissance de STOP-TTIP.



Autocollant édité par la plateforme STOP-TTIP en mai 2016.

«STOP-TTIP/CETA», une alliance à l'accouchement difficile mais indispensable

Au début du mois de janvier 2016 D19-20 publie sur internet une lettre au style minimaliste et soumise à la signature de toutes et tous. Michel Cermak décrit l'impression qu'il avait en lisant ce texte: «on sent qu'ils avaient un peu arrondi les angles (...) pour dire: au-delà de tout ce qu'on peut avoir comme vues divergentes

15. Nom d'une grande plateforme qui réunit l'ensemble des mouvements d'opposition au TTIP et au CETA, dont nous parlons plus loin dans cette analyse. Pour plus d'informations: <http://www.stopttip.be/fr/>, site consulté le 12 octobre 2016.

16. La clause d'arbitrage, connue sous son acronyme anglais, «Investor-to-State Dispute Settlement» (ISDS), permet à un investisseur d'attaquer un État devant une cour d'arbitrage privée, quand il estime que cet État prend une décision qui affecte ses profits attendus. L'ISDS a notamment récemment permis à des firmes de contester l'augmentation du salaire minimum en Égypte ou la sortie du nucléaire en Allemagne. Pour plus d'informations, <http://www.cncd.be/Tribunaux-d-arbitrage-TTIP-CETA>, site consulté le 5 novembre 2016.

17. Pour plus d'informations, consulter: <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2015/08/11/pourquoi-la-fuite-du-tafta-reclamee-par-wikileaks-est-peu-probable/>, consulté le 15 décembre 2016.

sur le libre-échange et sur les idées théoriques, le TTIP et le CETA tels qu'ils sont proposés aujourd'hui, (...) on n'en veut pas. Il faut donc qu'on organise une alliance beaucoup plus large pour nous réunir». C'est à ce moment que la chasse aux signatures commence pour Michel Cermak, convaincu qu'il fait saisir l'occasion : « un travail très amusant, vraiment un jeu d'échecs. Voir qui est-ce qu'on doit convaincre pour avoir la signature de qui d'autre, etc. ». Car si le logo de D19-20 n'apparaît pas sur la lettre, elle émane pourtant bien de cette plateforme. Lorsque le secrétaire général du CNCD-11.11.11 reçoit cette lettre, il la signe immédiatement, bien que selon Michel, il « avait toujours été plutôt prudent avec D19-20. Mais vu la façon dont c'était présenté, il signe. Du coup, on commence à faire des démarches pour chercher à obtenir la signature des syndicats au niveau national. » Ce n'est qu'après plusieurs mois de tractations qu'il est enfin possible de réunir l'ensemble des acteurs de ce qui est maintenant connu comme étant la plateforme « STOP-TTIP ». Nous sommes en avril 2016 et pour la première fois, les représentants de « l'Alliance du 4 mai », de D19-20 et de No-Transat sont réunis pour discuter d'une possible action commune.

Michel Cermak profite de l'opportunité de cette réunion pour proposer une manifestation commune devant l'accélération du processus belge de ratification du CETA, le traité est à l'étude au Parlement wallon. Pour organiser cette manifestation, il est nécessaire de trouver un vocabulaire commun, acceptable par toutes et tous, qui permette d'expliquer la raison d'un tel rassemblement. Dans l'optique de réaliser une action et de choisir des slogans, l'impasse ne peut être faite sur ces questions. Or, nous l'avons vu précédemment, les débats internes sont nombreux. Les points de friction concernent surtout le libre-échange, que certain.e.s identifient comme le nœud du problème, vision qui n'est pas partagée par l'ensemble des organisations et citoyen.ne.s. Après de nombreuses négociations, un consensus tout en nuance est construit autour du mot « STOP ». Michel Cermak l'explique : « parce que STOP, ce n'est pas tout à fait NON. On peut stopper et repartir plus tard, d'où la coalition « STOP TTIP/CETA ». Il faut donc un objectif commun pour régler un cas d'urgence, l'arrêt du CETA, et finalement parvenir à rassembler les organisations membres de la nouvelle plateforme. Pour Michel Cermak, « à un moment, pour mobiliser et mettre des milliers de gens dans la rue, il fallait qu'on soit ensemble, même si l'objectif à long terme n'est pas forcément le même pour tout le monde ».



Manifestation du 20 septembre 2016 organisée par la plateforme STOPTTIP. Photo Julien Tondeur

Une coalition des forces en vue de la manifestation

Une des forces de la nouvelle plateforme est sans aucun doute de se doter de toute une série d'outils qui permettent la sensibilisation, la diffusion d'informations et la mobilisation de manière large. Un site web est mis en ligne, avec une version publique et une version participative.¹⁸ Dès le 13 mai, la date de la manifestation du 20 septembre est annoncée publiquement. L'ensemble de la plateforme fournit un maximum d'énergie pour la réussite de celle-ci. Les festivals de l'été sont inondés de stands « STOP-TTIP/CETA » se souvient Michel Cermak : « le festival de musique "Esperanza" cette année, c'était « TTIP Plan », on ne voyait que ça ! Les animations, Manu Chao qui en a parlé sur la scène, tout le village associatif était occupé quasiment entièrement par le CNCD-11.11.11 avec 19 animations sur chacun des aspects du TTIP et du CETA ». Les animations et les

18. Pour plus d'informations, voir : <http://www.stopttip.be/fr->



Manifestation du 20 septembre 2016 organisée par la plateforme STOPTTIP. Photo Julien Tondeur.

stands tournent partout en Belgique, présentés par la multitude d'organisations qui composent la nouvelle plateforme. « Il y a eu une espèce de surenchère d'actions et de sensibilisation pendant l'été avec en plus le TTIP/GAME OVER¹⁹ qui a réalisé l'histoire des piratage des écrans et des remplacement des pubs ». Pourtant, pour Michel Cermak, le pari est loin d'être gagné: « début 2016, on était plusieurs à se dire: « Comment est-ce qu'on peut remotiver les gens encore une fois sur ce sujet alors que ça fait 3 ans qu'on les emmerde avec ça et qu'on a l'impression d'avancer à tous petits pas? ». Or, ce qui est génial avec le TTIP (...) c'est que ça touche tellement à tout que c'est hyper rassembleur! Des dossiers propices à la convergence comme celui-là, il n'y en a pas eu beaucoup depuis quelques années et avec cette nouvelle plateforme « on avait enfin réussi à matérialiser cette convergence ».

Test-Achat et l'Union des Classes Moyennes : deux invités «surprises»

Quand on regarde la composition de la plateforme « STOP-TTIP/CETA », on constate la présence de certains signataires dont la présence peut à première vue sembler étonnante. Par exemple celle de Test-achat. Si l'Union des Classes Moyennes (UCM) ne manifeste pas avec « STOP-TTIP/CETA » le 20 septembre 2016, elle adopte néanmoins des positions très intéressantes pour les militant.e.s en opposition aux traités. Lors du séminaire fondateur

de « l'Alliance du 4 mai », des représentants de l'UCM sont présents. Avant le 20 septembre, Michel Cermak reprend contact avec l'UCM et leur propose d'écrire une analyse commune, dans laquelle ils exprimeraient leurs avis sur le TTIP. « Finalement, ils nous ont tout simplement proposé d'écrire une carte blanche dans leur publication qui est quand même envoyé à plus de 60 000 petits entrepreneurs. Et ça, on l'a fait deux fois, dont la dernière au mois d'août, juste avant la manifestation. Voilà, il y avait un appel à la manifestation du mois de septembre dans la feuille de choux des PME. Ce n'était pas si mal quand même... ».²⁰

Conclusion

En observant l'évolution que connaît la mobilisation contre le TTIP et le CETA entre le mois de mai 2015 et le 20 septembre 2016, jour de la manifestation nationale, il est possible de tirer quelques conclusions sur les stratégies et les moyens d'actions qui l'accompagnent. La première constatation est que ces stratégies sont justement multiples, entraînées par la diversité extrême des acteurs impliqués. Des sensibilités politiques variables conduisent les uns et les autres à agir et à mobiliser de façon complètement différente. D19-20 utilise des actions « coup de poing » de désobéissances civiles non-violentes, No-Transat publie des analyses critiques des traités et produit du contenu de réflexion sur ceux-ci, les activistes de TTIP/GAME-OVER interpellent les citoyen.ne.s par de l'affichage sauvage, le CNCD-11.11.11 et Michel Cermak tentent de rallier le plus grand nombre à une cause commune. Viennent s'ajouter à cela les milliers de petites actions entreprises par les organisations membres des différentes plateformes et par de simples citoyen.ne.s mobilisé.e.s. Nous aurions également pu parler des interpellations politiques et des communes « hors TTIP » qui fleurissent un peu partout en Belgique et en Europe, parfois sur des initiatives de citoyen.ne.s, parfois sur celle d'élus communaux.²¹ Cette analyse montre que les différences d'opinions, de stratégies et de moyens peuvent, dans une certaine mesure, handicaper la convergence des forces et la mobilisation citoyenne. La difficulté à trouver un terrain d'entente sur le point des idées politiques a parfois empêché une mobilisation qui aurait sans doute plus été plus large plus rapidement. Toutefois, si l'on peut être tenté de dire qu'une organisation structurée à parfois fait défaut dans cette lutte, il nous semble que ce formidable foisonnement d'initiatives organisées

19. TTIP/GAME OVER est un collectif d'activistes qui se positionnent contre tous les traités de libre-échange. Leurs moyens d'action vont du détournement de publicités au happening en passant par la couverture de l'espace public avec des messages dont le but est d'interpeller les citoyen.ne.s. Pour plus d'informations, voir : <https://ttipgameover.net/blog/>

20. Carte blanche consultable sur le site : <http://www.unionetactions.be/Edition-du-journal/2016/151-26-08-2016/Traites-transatlantiques-l-heure-de-verite-approche>, site consulté le 26 novembre 2016.

21. Pour plus d'informations : <https://www.toutautrechose.be/ttip/communes-hors-ttip>

ou personnelles et cette incroyable multiplication de canaux de communication ont extrêmement bien servi la cause de cette mobilisation. En cela, la mobilisation contre le TTIP et le CETA peut être identifiée comme une nouvelle forme de militance, basée sur un principe d'action plutôt que d'adhésion, et décrite comme une « succession d'initiatives qui s'imbriquent et se nourrissent mutuellement »²². Ce travail révèle également le fait que les militances dites « traditionnelles » –le syndicalisme par exemple– et les nouvelles formes de militances ne s'opposent pas. Dans cette lutte, c'est la complémentarité des forces qui a permis d'obtenir un résultat positif en termes de mobilisation. L'Alliance D19-20 a profité du réseau de la plateforme « Alter Summit » par l'entremise de la CNE qui y est active, et « STOP-TTIP/CETA » a bénéficié des capacités de réseautage et de mobilisation des syndicats nationaux. C'est sans nul doute cette pression citoyenne qui a permis l'emballement médiatique et politique que nous avons connu dans les derniers mois qui ont précédé la signature de l'accord intra-belge du 27 octobre 2016. Pour Myriam Djegham en tout cas, c'est parce que « le rôle d'information, le rôle d'analyse des dossiers, le rôle d'actions d'oppositions fortes avec D19-20, le travail de mobilisation plus large dans STOP-TTIP, et le travail de lobby politique » ont été remplis que la pression a pu être exercée sur le monde politique, au point d'en faire un enjeu central en Belgique francophone.

L'approche par témoignage nous permet également d'entrevoir une nouvelle piste de travail. L'interview de Michel Cermak met en lumière la position à priori interpellante de l'Union des Classes Moyennes contre les traités commerciaux de libre-échange, que nos stéréotypes et préjugés nous auraient peut-être empêchés de chercher de nous-mêmes. À ce titre, effectuer des recherches approfondies sur les prises de positions patronales à propos du libre-échange, notamment celles des directions de Petites et Moyennes Entreprises nous semble digne d'intérêt.



Pour en savoir plus

CHERENTI, R., PONCELET, B., *Le grand marché transatlantique. Les multinationales contre la démocratie*, Éditions Bruno Leprince, Paris, 2011.

CULTIAUX, J, VENDRAMIN, P., *Militer au quotidien. Regards prospectifs sur le travail syndical de terrain*, UCL, Presses universitaires de Louvain, 2011.

LÖWENTHAL, P., « Petits arrangements internationaux entre amis... au profit de qui ? », Justice et Paix, 29 avril 2016.

TONDEUR, J., « TTIP et CETA, aux sources d'une mobilisation citoyenne », CARHOP, décembre 2016.

Sitographie

<http://www.d19-20.be/?lang=fr>

<http://www.no-transat.be/>

<http://www.stopttip.be/-fr->

<https://ttipgameover.net/blog/>

<https://www.toutautrechose.be/ttip/communes-hors-ttip>

<http://www.cncd.be/>

22. CULTIAUX, J, VENDRAMIN, P., *Militer au quotidien. Regards prospectifs sur le travail syndical de terrain*, UCL, Presses universitaires de Louvain, 2011, p.28.

